

Hôpital : une douche froide à 280 millions d'euros

🕒 3 min



Selon de récentes estimations, un nouvel hôpital à Auch coûterait le double des sommes allouées par l'Etat et la Région.

Mardi matin, la commission d'analyse des terrains s'est réunie pour étudier les différents scénarios de construction d'un nouvel hôpital à Auch. Le résultat : dans le cas d'une construction sur les sites envisagés, la note

atteindrait 280 M€, voire plus de 300 M€ pour Pavie. C'est le double de ce que l'Etat et la Région ont promis, soit 117 M€ et 18 M€ pour un total de 135 M€.

Ce chiffre est obtenu à partir du projet médical élaboré par l'hôpital, document qui préfigure l'offre de santé proposée à terme par l'établissement. Il prévoit en particulier le nombre de lits de chaque service hospitalier, le « capacitaire ». Le futur hôpital devrait accueillir 358 lits et 88 places en ambulatoire, qui ne sont pas des chambres d'hospitalisation. En se basant sur ces données, la société chargée d'estimer le prix de construction définit la surface nécessaire – 55 000 m². Le m² d'hôpital correspond à un prix moyen, auquel peuvent s'ajouter les contraintes du terrain, qui viennent modifier ce tarif moyen. Dans le cas du site de la Baronne, tout près de l'hôpital actuel, une passerelle de 65 m au-dessus des urgences, et un souterrain de même taille, par exemple, viennent gonfler la note... La société a en effet travaillé sans le projet médical, et n'a pas pu tenir compte du fonctionnement interne des services.

« Pas d'hôpital au rabais »

« C'est bien au-dessus des prévisions, regrette la directrice de l'hôpital, Sylvie Lacarrière. Nous devons en parler avec la préfecture et la direction générale de l'ARS en début de semaine prochaine. Vu la somme qu'exigerait une telle construction, il faudra peut-être envisager autre chose. » Mais pas question de revenir sur le projet médical, déjà achevé, et qui devrait en plus assurer une meilleure santé financière à l'hôpital. « Il faut qu'on le respecte, et il faut vraiment qu'on avance à présent. »

Peut-être de quoi rassurer un peu la CGT Santé. Le syndicat est partagé entre la satisfaction d'avoir vu juste et le coup de massue du chiffrage. « Début septembre, l'ARS et la direction de l'hôpital avaient balayé nos arguments, déplore Benoît Daussat, secrétaire de la CGT Santé et représentant du personnel de l'hôpital. On avait exprimé de gros doutes sur le budget alloué à l'hôpital, avant toute analyse des coûts. L'inflation et l'augmentation du prix des matériaux expliquent le total, mais nous nous battons pour que le Gers ne

reçoive pas un nouvel hôpital au rabais ! » Le syndicaliste insiste sur la nécessité de trouver une solution pour conserver la manne de 135 M€ déjà fléchée pour cet équipement, qui doit devenir le vaisseau amiral de la santé dans le département.

Budget dans l'impasse

Face à cette impasse budgétaire, faudra-t-il réhabiliter l'hôpital existant ? Une étude, réalisée en 2020, évaluait la reconstruction à 210 M€, et la rénovation à 170 M€. Mais hors taxe. Or, les hôpitaux ne récupèrent pas la TVA. L'Etat reprendrait donc d'une main ce qu'il a donné de l'autre. La capacité financière de l'hôpital ne lui permet pas de compenser les 140 M€ manquant par l'emprunt. Et la dynamique foncière du Grand Auch n'offre pas de terrain parfait où l'absence de contraintes entraînerait une baisse importante des coûts.

Le maire d'Auch, Christian Laprèbende, se refuse pour sa part à commenter cette annonce tant que la préfecture n'a pas rendu son analyse. Mais on se souvient que lors de la visite du ministre de la Santé à l'hôpital, le 11 août, le maire, également président du conseil de surveillance de l'établissement, avait déjà demandé une rallonge budgétaire, et essuyé une fin de non-recevoir d'Aurélien Rousseau.

Silence aussi du côté de l'ARS, mais on voit mal l'organisme se dédire après avoir annoncé depuis des mois que le futur hôpital était une priorité, et qu'il n'était pas question de réduire l'offre de soins, bien au contraire. La fumée blanche montera peut-être la semaine prochaine de la préfecture, qui annonce un communiqué sur cette épineuse question.

Marc Centene